

et pourtant elle tourne

Yougoslavie : trente ans après le « non » à Staline

La Ligue des communistes yougoslaves vient de tenir son XI^e congrès Victor Leduc, secrétaire national du PSU y était invité.

Le XI^e congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie se tenait trente ans après la condamnation solennelle du Parti communiste yougoslave par le Kominform en raison de sa « conception bourgeoise de l'indépendance nationale » ; en fait : à cause de son refus de soumettre son pays à l'hégémonie soviétique.

Première fracture dans le monde communiste, le conflit de 1948 contenait en germe toutes les crises futures, depuis celles qui éclatent après la mort de Staline, en Allemagne de l'Est, puis en Pologne et en Hongrie, jusqu'au schisme chinois, au Printemps de Prague et jusqu'à l'euro-communisme.

A la pression formidable de l'U.R.S.S. et de ses satellites, à la campagne inouïe que les partis staliniens déclenchaient à travers le monde, les communistes yougoslaves, s'appuyant sur la volonté d'indépendance des peuples de Yougoslavie, surent opposer une résistance opiniâtre dont ils peuvent aujourd'hui tirer le bilan.

En recevant, dans l'immense salle dont la construction vient à peine de s'achever, les délégations de la quasi-totalité des Partis communistes, y compris l'imposante délégation soviétique conduite par Koulakov, membre du Politburo et possible successeur de Brejnev, en enregistrant le message chaleureux du Parti communiste chinois qui les abreuvait d'injures il y a quelques années, Tito et ses compagnons, les premiers qui dirent « non » à Staline, devaient éprouver quelque satisfaction. Lorsque Edouard Kardelj, qui préside la première séance du congrès, rend longuement hommage à Filip Filipovic, premier secrétaire du Parti socialiste unifié de Yougoslavie, victime des « purges staliniennes en 1938 », un frémissement parcourt l'assemblée.

Les dangers de l'hégémonisme

Dans son rapport, Tito, dont les 86 ans ne semblent pas avoir altéré l'ardeur, se garde d'accents triomphalistes en dépit de l'évidente consolidation de la position de la Yougoslavie. Il exprime son inquiétude devant l'aggravation de la situation internationale : « le risque de voir



Le maréchal Tito :
pas de triomphalisme

la guerre éclater, non seulement sur le plan local, mais aussi à l'échelle mondiale ne peut être exclu ».

Parmi les dangers qui menacent la paix, Tito ne cite pas seulement l'impérialisme, le colonialisme et le racisme, mais aussi « l'hégémonisme ». Pour être encore plus explicite, il condamne « toutes tentatives de réaffirmer des centres pour diriger le mouvement ouvrier » et « les tentatives d'imposer ses propres conceptions politiques et idéologiques aux partis et mouvements des pays non alignés et des autres pays en voie de développement ».

Si Tito salue comme positive l'évolution actuelle du mouvement communiste en Europe occidentale et la conférence des partis communistes et ouvriers d'Europe tenue à Berlin, il ne semble pas pour autant enclin à relâcher la vigilance concernant « les tendances négatives » subsistant au sein de ce même mouvement ; ceci est à rapprocher du développement important consacré à ce que les Yougoslaves appellent « la défense populaire généralisée et l'auto-protection sociale ». Il faut, dit le rapport, que les travailleurs et les citoyens, les autogestionnaires, organisent eux-mêmes leur défense et leur auto-protection dans les communautés de travail en assurant, dans la pratique même, la socialisation de la fonction de défense qui est, dans les autres systèmes sociaux, aliénée par rapport au travailleur. C'est, ajoute-t-il, « la mise en œuvre de la conception marxiste du peuple en armes ».

Des insuffisances avouées

Pas de triomphalisme non plus, du moins pas de satisfaction excessive au plan des résultats économiques : « Nous n'avons pas accompli jusqu'au bout toutes les tâches que nous nous étions assignées à notre X^e congrès » ; et Tito note les progrès insuffisants dans la productivité du travail, insuffisances qui tiennent à « l'apparition de différences injustifiées qui, n'étant pas le fruit d'un apport de travail équivalent, dégénèrent en privilèges aux dépens des autres ». Il s'attaque « aux investissements non rentables, à l'implantation de capacités de produc-

tion abusivement à double emploi, lorsque les décisions sont prises à l'insu des ouvriers, autrement dit de ceux qui en subiront directement et le plus durement les conséquences ».

Comment faire naître le système politique de la base autogérée ?

Au cœur des problèmes, il y a tout ce qui touche au développement de l'autogestion dans la vie économique, sociale et politique. J'ai eu l'occasion d'en discuter d'une part avec les animateurs d'un conseil ouvrier d'une grande entreprise sidérurgique, d'autre part avec le président de l'Assemblée de la République socialiste de Monténégro, Badislav Soskic, membre de la présidence de la Ligue des communistes de Yougoslavie. Aucun de mes interlocuteurs n'a dissimulé le fait que de grands progrès restent à accomplir pour que la pratique de l'autogestion vienne complètement à bout du « technocratisme » et du « bureaucratisme ». L'autogestion ne tend à devenir le rapport social dominant que depuis la nouvelle Constitution et le X^e congrès (1974). Mais depuis, des changements très positifs se dessinent.

Selon Badislav Soskic, des questions essentielles sont maintenant posées : comment transformer l'appareil d'Etat d'appareil de pouvoir en appareil de protection de l'autogestion, ou encore, comment mettre l'Etat sous le contrôle des travailleurs autogérés, comment faire naître tout le système politique de la base autogérée ? Ce sont aussi les questions posées dans le dernier livre d'Edouard Kardelj écrit à l'occasion du congrès : *Les voies de la démocratie dans la société socialiste*.

Dépasser le monopole du pouvoir malgré le parti unique ?

J'ai demandé à Badislav Soskic ce qu'il fallait entendre par le « pluralisme démocratique des intérêts » dans la société autogestionnaire, expression qui vient d'apparaître dans le vocabulaire politique yougoslave. S'agit-il d'introduire le pluralisme politique ou de laisser dépérir la Ligue des communistes de Yougoslavie ?

Il s'agit, m'a-t-il répondu, de dépasser le monopole politique et de prise de décision. « *La Ligue est le premier parti communiste au pouvoir qui a commencé à se libérer du monopole du pouvoir d'une manière consciente.* » Il ne s'agit plus, a ajouté mon interlocuteur, « *d'un parti classique au pouvoir qui gère au nom de la classe ouvrière, mais d'un parti qui travaille sur un pied d'égalité avec les travailleurs* ».

Ce discours, qui exprime assez bien la pensée actuelle des dirigeants yougoslaves, peut être jugé optimiste, sinon contradictoire. Il témoigne, du moins, d'une réflexion et d'une volonté de dépassement qui méritent d'être signalées à tous les autogestionnaires.

Victor LEDUC ■